

DEVANT LES BUREAUX DE MONIQUE GAGNON-TREMBLAY Les syndiqués de l'État réclament une vraie convention

FRANÇOIS GOUGEON
francois.gougeon@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — «L'arrogance» et «l'intransigeance d'un gouvernement Charest antisindical», le 15 décembre 2005, a conduit au Front commun intersyndical qui réclame cette fois «une véritable convention collective» pour ses quelque 475 000 membres, dont 21 000 en Estrie.

Devant les bureaux sherbrookoïses de la députée-ministre responsable de l'Estrie et présidente du Conseil du trésor du Québec, Monique Gagnon-Tremblay, environ 200 d'entre eux ont manifesté hier pour rappeler ce «triste anniversaire» d'il y a quatre ans.

Or, tant le président de la CSN-Estrie, Jean Lacharité, le représentant de la FTQ-Estrie, Ricky Lewis, que celui du SISP, Ronald Boucher, ont vivement clamé qu'un décret fixant salaires et conditions de travail ne passerait pas cette fois. «Il faut saluer l'ouverture à ce moment-ci de la présidente du Conseil du trésor pour une négociation. C'est un meilleur pas que sous sa prédécesseure (Monique Jérôme-Forget) mais Mme Gagnon-Tremblay devra tenir parole», a bien prévenu M. Lacharité.

Un gel

Surtout que l'écart entre les demandes syndicales et les offres gouvernementales (11,2 pour cent d'augmentation salariale sur trois ans contre 7 pour cent sur cinq ans) est énorme. «Ce 7 pour cent est en réalité un gel quand on tient compte de l'augmentation des coûts de système, des primes à certaines catégories de personnel, de l'équité salariale et de l'amélioration du régime de retraite», a rajouté le leader

syndical.

Pour sa part, Ronald Boucher a déploré que le gouvernement n'ait pas tenu compte dans son offre d'une récente étude de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), à l'effet que les salaires dans la fonction publique et dans les réseaux de santé et de services sociaux sont inférieurs de 8,7 pour cent à ceux versés dans les autres secteurs de la société civile, pour des emplois comparables. «Cet écart qui ne cesse de se creuser n'aide en rien pour combler les pénuries de main-d'œuvre et assurer la rétention d'un personnel expérimenté qui est d'abord au service de la population», a aussi évoqué M. Boucher.

Pour Ricky Lewis, les employés des secteurs public et parapublic n'ont pas à avoir honte de réclamer des augmentations salariales «justes et raisonnables pour leur travail». «La population est consciente du travail que vous apportez en éducation, en santé et ailleurs. Les gens vont vous appuyer. Ne soyez pas gênés de vos demandes», a-t-il lancé, dans un tonnerre d'applaudissements des syndiqués.

La manifestation pacifique s'est terminée par la remise de cartes de souhaits que l'attachée politique de Monique Gagnon-Tremblay, Nicole Forcier, verra à faire suivre à sa patronne, qui était à l'extérieur.



IMACOM CLAUDE POULIN

Des syndiqués du Front commun de l'Estrie ont manifesté devant les bureaux de la députée-ministre responsable de l'Estrie et présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay.

Nous sommes en expansion...



Bruno Therrien ^{o. b. a.}
MBA, Pl. Fin. Adm. A.
directeur régional

Dave Quirion ^{o. b.}
directeur de division

Jérôme Lacroix ^{o. b.}, BAA,
directeur de division

Tout le personnel du Groupe Investors désire vous offrir leurs **meilleurs vœux** pour le temps des fêtes.



Reine L'écuyer-Hébert ^{o. b. a.},
Pl. Fin.
conseillère émérite

Michel Houde ^{o. b. a.},
Pl. Fin.
conseiller principal

Jean-Marc Donahue ^{o.},
CA
conseiller principal

Alain Campagna ^{o. b. a.},
Pl. Fin.
conseiller principal

